

Migration : chaos dans la coalition de Merkel

La crise des migrants fait vaciller un gouvernement en Europe. Dimanche soir, une source interne à la CSU a annoncé la volonté du ministre allemand de l'Intérieur de démissionner de ses fonctions au sein du gouvernement ainsi que de la présidence de son parti.

« *Il veut démissionner de son poste de ministre et de président de parti* » car il estime ne « *pas avoir le soutien* » nécessaire, a indiqué l'une de ces sources.

Allié historique de la CDU d'Angela Merkel, son possible retrait de la coalition pourrait faire chuter la chancelière alle-

mande. Horst Seehofer lui-même devait s'exprimer plus tard dans la soirée devant la presse. Le parti bavarois pourrait aussi le remplacer par une personnalité plus à même de négocier un compromis migratoire avec la chancelière. Horst Seehofer avait menacé de démissionner en raison de divergences de vues entre lui et Angela Merkel. Le ministre voulait refouler les migrants à la frontière, ce que refuse Angela Merkel pour ne pas créer « *d'effet domino* » en Europe. ■

Migrants : la crise s'envenime à Berlin

EUROPE Le ministre allemand de l'Intérieur veut démissionner sur fond de divergences avec Merkel

- ▶ L'accord européen sur la migration n'a de cesse de diviser.
- ▶ En Allemagne, le ministre de l'Intérieur le dénonce comme étant « sans effet ».
- ▶ Son limogeage pourrait susciter une grave crise politique.
- ▶ L'Italie, de son côté, masque mal sa déception face à un accord « trop faible ».

ENTRE ITALIE ET MALTE

Tiraillements

Une ONG espagnole a annoncé samedi avoir secouru en Méditerranée 59 migrants en provenance de Libye. Son bateau se dirige vers Barcelone, après avoir été prévenu par le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, qu'il était hors de question qu'il accoste dans un port italien. « *Malgré les obstacles, nous continuons à protéger la vie de gens invisibles. Leurs récits sur ce qu'ils ont vécu en Libye sont terrifiants* », a souligné l'organisation.

Salvini a quant à lui affirmé que le bateau de Proactiva Open Arms avait atteint l'embarcation des migrants avant les gardes-côtes libyens à l'intérieur de la zone de secours libyenne. « *Le port le plus proche est Malte, l'organisation et le pavillon sont espagnols : ils peuvent oublier l'idée de rejoindre un port italien* », a-t-il déclaré. De son côté, le ministre maltais

de l'Intérieur Michael Farrugia a contesté la version des faits exposée par Salvini, affirmant que les migrants avaient été secourus dans une zone située entre la Libye et le port italien de Lampedusa. « *Arrêtez de répandre des informations inexactes en désignant Malte sans aucune raison* », a-t-il déclaré. (AFP)

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

La crise gouvernementale s'est transformée en affrontement politique ce week-end entre Angela Merkel et son ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, le patron de l'aile bavaroise et ultraconservatrice du parti conservateur (CSU). « *La situation est très sérieuse* », reconnaissait la chancelière avant une réunion importante.

Ce grave conflit s'est soldé dimanche soir par une annonce dans les rangs de la CSU. Le ministre souhaiterait démissionner tant de ses fonctions au sein du gouvernement que de la présidence du parti, et ce alors que les conservateurs bavarois de la CSU discutaient encore tard dans la soirée de l'accord européen obtenu vendredi par la chancelière sur la crise migratoire. Horst Seehofer devait faire une déclaration dans la nuit.

Tout le week-end, Angela Merkel a tenté de calmer le jeu en appelant ses alliés bavarois à accepter un compromis qui allait « *dans leur sens* ». Pour elle, l'accord de Bruxelles avait permis de répondre aux exigences formulées par le ministre de l'Intérieur sur les migrants. Mais la chancelière n'a pas bougé sur sa princi-

pale position : « *La solution doit être européenne* », a-t-elle répété dimanche alors que Horst Seehofer voulait prendre des mesures unilatérales sur le renvoi des réfugiés.

Les poids lourds du Parti chrétien-démocrate (CDU) tentaient également de ramener leurs alliés bavarois à la raison. « *Il faut que l'union conservatrice reste unie. Ce serait très imprudent d'apporter des réponses nationales sans consultation* », a prévenu Volker Bouffier, le ministre-président de Hesse (CDU). L'ensemble du bureau politique de la CDU a manifesté sa confiance à Angela Merkel, par ailleurs présidente du parti.

Ligne dure

Malgré ces appels à la raison, les conservateurs bavarois restaient jusqu'à dimanche sur leur ligne dure. Les concessions obtenues par Merkel à Bruxelles ne correspondent pas aux exigences, ont-ils répété ce week-end. Alexander Dobrindt, chef du groupe conservateur bavarois (CSU), a ajouté que ce conflit était une question de « *crédibilité* » pour son parti.

Le ministre de l'Intérieur avait lancé il y a dix jours un ultimatum à Merkel : soit elle changeait radicalement sa politique migratoire, soit il prendrait sans la consulter des décisions unilatérales en renvoyant les demandeurs d'asile dans les pays de l'Union européenne où ils ont été enregistrés.

Le conflit prend désormais une nouvelle dimension avec différents scénarios de sortie de

crise, y compris la chute d'Angela Merkel elle-même après un vote de confiance à l'assemblée fédérale (Bundestag). « *Le problème risque de se régler avec un changement de personnel politique* », estime le politologue Karl-Rudolf Korte de l'université Duisburg-Essen. Horst Seehofer pourrait donc emmener Angela Merkel dans sa chute. Dimanche soir, il était encore difficile de dire si la coalition entre la CDU et la CSU tenait.

Le SPD sort du bois

Le Parti social-démocrate (SPD), membre de la coalition, a décidé ce week-end de s'immiscer dans cette crise politique qui paralyse tout le travail du gouvernement. La présidente du SPD, Andrea Nahles, a soutenu la position européenne de

la chancelière en se prononçant contre une politique unilatérale. Elle a également réclamé une « *loi sur l'immigration* » qui soit capable de « *gérer les besoins du marché allemand du travail* ».

Le grand gagnant de la crise politique est actuellement le parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne), qui tenait ce week-end son congrès à Augsbourg, en Bavière. Les sondages ont confirmé que l'extrême droite avait profité de la crise interne de l'Union conservatrice. Alexander Gauland, le chef idéologue du parti, a comparé la situation actuelle à celle de la chute du régime communiste est-allemand. « *Merkel va tomber* », a-t-il prédit. Pour lui, l'accord de Bruxelles n'est que du « *bluff* » et les Bavarois ne cherchent qu'à copier son parti pour éviter une débâcle électorale au scrutin régional de l'automne. La CSU risque en effet de perdre sa majorité absolue au Parlement.

« *Mais la CSU n'est qu'un petit toutou qui suit la maîtresse Merkel* », se moquait Alexander Gauland en saluant ses vrais « *alliés* » : le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, que Merkel reçoit cette semaine, mais aussi le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini et le chancelier autrichien Sebastian Kurz. « *Nous avons besoin de faire de l'Europe une forteresse pour défendre nos valeurs, notre histoire et notre culture* », a-t-il déclaré. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

LETTRE D'EUROPE

Die Welt

Chaque semaine, « Le Soir » publie une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, C

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève, Varsovie ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

Marasme patriotique

Silke Mülherr est journaliste au quotidien *Die Welt*, spécialiste des questions de politique extérieure.

LE FIGARO

Tagesspiegel

EL PAÍS

Tribune de Genève

la Repubblica

DIE WELT

wyborcza

LE SOIR

C'est bien connu : les Allemands sont toujours de mauvaise humeur et ne peuvent pas se sentir. La Coupe du monde était notre seul espoir de créer un sentiment d'unité au sein du pays, mais nous venons d'être éliminés au premier tour. Pourquoi cela a-t-il au moins autant à voir avec la politique qu'avec une certaine médiocrité sportive ?

Le pire pour nous, les Allemands, c'est que nous ne savons profiter de rien et nous ne nous apprécions pas spécialement. Nous envions les peuples qui ont un penchant pour la légèreté, le beau et le bon. Comme nous aimerions être à votre place !

Généralement, les grandes compétitions footballistiques sont pour nous une façon d'échapper à cette mélancolie grincheuse. La Coupe du

monde est la seule occasion à laquelle les Allemands s'autorisent habituellement un soupçon de patriotisme décontracté. Pendant quatre semaines, le

pays oublie tous ses différends : les drapeaux ne sont alors plus réservés aux seuls petits ouvriers et radicaux de droite, même l'Allemand moyen met sa pudeur de côté et se décide enfin à dire « nous » avec enthousiasme.

Cependant, tout est différent cette année. C'est l'été de la Coupe du monde et l'ambiance était déjà au plus bas avant même que l'équipe allemande ne quitte le tournoi. Un malaise général s'est installé. Tout est en crise : le gouvernement à Berlin, la politique des réfugiés, l'Europe, les relations transatlantiques ainsi que les rapports avec Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan. Tout cela a eu un impact sur le tournoi dès le premier jour de compétition, le manque d'insouciance a plombé l'ambiance.

Football et politique ont toujours fait bon ménage, mais lors de cette Coupe du monde, on a constaté que la politique commençait à interférer avec l'événement en lui-même. Commentons par les sifflets adressés à Mesut Özil et Ilkay Gündogan par les supporters allemands. Les deux joueurs nationaux d'origine turque s'étaient attiré les foudres du public en rendant une visite totalement inutile à Erdogan avant le début de la Coupe du monde. La photo de presse, courbettes incluses, était accompagnée d'une déclaration de Gündogan, affirmant que ce maillot était « pour son président Erdogan ».

L'idole du football profession-

nel allemand n'aurait pas pu nuire davantage au patriotisme crispé de son pays d'origine. Après tout, nous étions fiers de la diversité de notre équipe, qui, l'aigle sur la poitrine, véhiculait une image positive de l'Allemagne à travers le monde. Mezut Özil, qui était considéré comme un modèle d'intégration, a commis un acte de haute trahison en apparaissant aux côtés du sultan à Ankara ! Erdogan, qui fait enfermer ses détracteurs, fait chanter les Européens avec l'accord sur les réfugiés et, malgré son adhésion à l'Otan, mène une action commune avec Poutine en Syrie. Quiconque joue dans l'équipe nationale allemande doit savoir où se trouve son président. Même l'organisation d'une entrevue entre Mesut Özil, Ilkay Gündogan et le président de la République fédérale d'Allemagne Frank-Walter Steinmeier n'a pas permis de calmer les esprits. Le doute s'était déjà installé chez les supporters allemands : ils ne jouent absolument pas pour nous ! Il n'y a peut-être pas de nous possible !

Que faut-il comprendre ? Par précaution, revenons donc tous à notre mauvaise humeur. La crise gouvernementale de Berlin a elle aussi jeté une ombre sur la Coupe du monde. En 13 ans de règne, Angela Merkel s'est imposée comme une sorte de mascotte de l'équipe allemande. Les élans de joie maladroits de la chancelière dans les tribunes du stade, lors desquels on a pu la voir lever les bras, tirant sa veste couleur pastel vers le haut, tel un bouclier, par la même occasion ont touché des millions d'Allemands, qui, pour la plupart, n'arrivent même pas à laisser

libre cours à leurs propres émotions. A l'occasion de la Coupe du monde, la chancelière, qui se montre d'habitude plutôt réservée, débordait toujours d'enthousiasme, donnant également le feu vert au reste de la nation : que tout le monde s'amuse !

Cependant, au lieu d'exulter pour nous et les caméras dans les stades de Sotchi et de Moscou, Angela Merkel était à Berlin pendant le premier tour, fuyant la présence de l'autocrate Vladimir Poutine et mettant surtout tout en œuvre pour sauver son mandat. Sur toutes les chaînes, on ne parle plus que de la crise des réfugiés, comme si le pays n'avait pas d'autres soucis. L'arrivée de toujours plus de demandeurs d'asile met assurément en péril notre Etat de droit et notre vivre-ensemble. Il est donc nécessaire d'envisager la mise en place de restrictions. Cependant, on en perdrait presque de vue une question beaucoup plus importante : comment intégrer ceux qui sont déjà chez nous ? Comment en faire des patriotes fidèles à la Constitution — afin qu'ils puissent un jour briller au sein de l'équipe nationale ou tout au moins se réjouir pour elle ?

Avant, on avait droit à des concerts de klaxons à chaque victoire de l'équipe allemande. Aujourd'hui, on ne défile plus dans les rues que lorsque Erdogan remporte les élections en Turquie et que les partisans de l'AKP en Allemagne sortent leurs drapeaux. Nous faisons clairement face à un problème d'unité bien plus important que la bêtise de Mezut Özil ou l'élimination de la Coupe du monde. ■

SILKE MÜLHERR

Salvini « A la fin, c'est toujours l'Italie qui paie et qui accueille »

ROME
DE NOTRE CORRESPONDANT

J' », tonnait le gouvernement italien, Matteo Salvini en tête, avant le Conseil européen de jeudi et vendredi derniers. Giuseppe Conte est revenu de Bruxelles avec un résultat bien maigre, malgré une satisfaction de façade. La presse transalpine, unanime, a fustigé le traitement réservé aux revendications italiennes sur la question migratoire.

« *Elever la voix paie !* », estimait le ministre de l'Intérieur. Ça n'a pas suffi. Le chef du gouvernement avait menacé de mettre son veto à un texte commun qui ne donnerait pas entière satisfaction, mais il a fini par céder et signer un texte qui balaie les espoirs de son pays d'une solidarité européenne effective sur l'accueil et la répartition des migrants. Seuls gains : la promesse de porter à 3 milliards d'euros le fonds fiduciaire d'urgence en faveur du développement de l'Afrique, ainsi que 10.000 hommes, des garde-côtes, provenant des 28 Etats membres pour renforcer les contrôles aux

frontières extérieures de l'UE. C'est bien peu au regard des concessions de Rome.

La réforme du règlement de Dublin, cheval de bataille de l'Italie puisqu'il prévoit que les demandes de droit d'asile soient effectuées dans le pays d'arrivée, est renvoyée aux calendes grecques. Les 28 souhaitent installer des « plateformes régionales de débarquement » de migrants, pour les dissuader de traverser la Méditerranée, dans des pays hors de l'UE. Mais personne ne s'est pour

l'instant proposé et le Maroc et l'Albanie ont déjà refusé.

L'accord signé au bout de négociations marathon évoque également des « centres contrôlés » sur le territoire européen pour accueillir et répartir les migrants. La France veut qu'ils soient ouverts en Espagne ou en Italie, suscitant un refus catégorique de cette dernière. Mais le recul le plus critiqué dans la péninsule est celui sur la répartition des migrants entre les différents pays de l'UE qui ne sera plus obligatoire mais se fera sur « une base volon-

taire ». Quant à la possibilité d'ouvrir les ports de ses partenaires aux navires des ONG, Rome a essuyé une fin de non-recevoir.

Une déception mal masquée

L'Italie, qui exigeait « *des actes et pas des promesses* », masque mal sa déception. « *L'Italie n'est plus seule* », s'est timidement réjoui Giuseppe Conte, ajoutant que, s'il avait pu « *écrire seul les conclusions du sommet* », il aurait « *écrit différemment certains passages. Mais c'est une difficile négociation entre 28 pays* ». Parmi ceux-ci, les pays du groupe de Visegrad, présentés comme les véritables vainqueurs de ce Conseil européen. Les pays de l'Est, Hongrie en tête, érigés en modèle et nouveaux alliés de l'Italie par Matteo Salvini. Ils représentent pourtant le bloc le plus intransigeant vis-à-vis des revendications italiennes sur la question migratoire...

C'est pourtant avec Visegrad que Salvini souhaite se rapprocher encore plus. Il le fera le 12

juillet prochain, dans le cadre de la prochaine réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE. La présidence tournante de l'Union est passée ce dimanche à l'Autriche, avec laquelle Matteo Salvini professe une certaine proximité de vue. « *Je n'ai pas confiance en Macron et Merkel*, a répété Matteo Salvini, *j'attends toujours des actes concrets et non des promesses. On dit vive l'Europe, vive l'Europe, mais à la fin, c'est toujours l'Italie qui paie et qui accueille.* »

Les chiffres de son propre ministère le démentent. Les débarquements ont chuté de 79 % sur un an en 2018. Au cours des six derniers mois, près de 17.000 personnes sont arrivées dans la péninsule. Les départs se poursuivent néanmoins et les tragédies également. Vendredi, une embarcation a fait naufrage au large de la Libye causant la mort d'une centaine de personnes dont trois enfants. Ils s'ajoutent aux 1.000 personnes qui ont perdu la vie en Méditerranée depuis le mois de janvier. ■

ROLAND KELLER